

Comité régional francophone pour l'aide sociale dans le canton de Berne

## **L'acharnement de la droite sur les pauvres - contre la volonté populaire - doit cesser!**

Trois mois seulement après sa défaite dans les urnes, la droite du Grand Conseil bernois a récidivé. Elle a décidé d'adopter la [motion 131-2019](#) s'attaquant une fois encore aux plus démunis du canton et au principe même d'aide sociale et de solidarité.

Après s'être battu des mois pour réussir à stopper le projet de démantèlement du social tant souhaité par Pierre Alain Schnegg, le comité régional francophone pour l'aide sociale dans le canton de Berne est consterné de constater que le Grand Conseil n'écoute pas la volonté populaire. Nous avons donc décidé de nous remettre à l'ouvrage et de nous battre contre les suites de cette motion. Il est primordial d'informer la population du canton de Berne que la droite vient de la trahir - encore une fois - en choisissant de ne pas respecter le vote sur l'aide sociale du 19 mai 2019.

### **Une contradiction qui montre les véritables intentions de la droite**

La conjoncture économique ainsi que l'augmentation des primes d'assurance-maladie et des loyers sont les causes principales de l'augmentation des coûts de l'aide sociale. Mettre la pression sur les communes, les services sociaux et les bénéficiaires de l'aide sociale ne permettra pas de créer plus d'emploi. La droite dit vouloir une meilleure réinsertion professionnelle mais refuse de s'en donner les moyens. Avant de décider de faire des économies sur le dos des communes, la majorité bourgeoise a également refusé d'octroyer des moyens supplémentaires pour financer les mesures d'insertion, initialement prévues par le projet de révision de la LASoc ([motion 130-2019](#)). Une contradiction de plus, qui démontre que la véritable volonté de la droite est de faire des économies sur le dos des plus faibles et non pas de participer à leur réinsertion.

### **Les communes injustement punies**

En voulant introduire une franchise communale entre cinq et vingt pour cent, la droite cherche à pénaliser les communes soi-disant trop « généreuses ». En réalité cette franchise constitue un acharnement inadmissible vis-à-vis des communes qui ont, en vertu de leur environnement économique et démographique, un taux élevé d'aide sociale. Il est à craindre que lorsque cette motion sera mise en oeuvre, elle engendrera une concurrence inacceptable et contre-productive entre les communes. Plutôt que de s'attaquer au fond du problème ou de trouver une solution durable, ces dernières auront simplement intérêt à « déplacer » les bénéficiaires de leur territoire. La discrimination des personnes dans le besoin va encore s'accroître alors que la population de notre canton s'y est déjà clairement opposée. Le but premier des travailleuses et travailleurs sociaux est la réinsertion. Leur couper les moyens ne fera qu'aggraver la situation.

Il est triste de constater qu'avec cette motion la droite démontre n'avoir toujours aucune compréhension de ce que signifie « être à l'aide sociale » en Suisse et dans notre canton en particulier. Un peu de réalisme et d'honnêteté politiques lui auraient permis de voir qu'il existe déjà de nombreux

mécanismes de contrôle et d'incitation au travail. Suffisamment de témoignages et d'études sur le sujet ont depuis longtemps démontré que ces mécanismes de contrôle sont souvent même humiliants pour les « bénéficiaires » de l'aide sociale. Il n'y a donc aucun besoin de les renforcer et encore moins de faire des économies sur le dos des communes.

Hervé Roquet JS - Maurane Riesen PSA - Samantha Dunning PSR - Mario Bernasconi PSJB -  
Cyprien Louis Les Verts JB - Fabian Schaet JS

Pour plus d'information:

Hervé Roquet - 076 367 29 49 - [h.roquet@gmail.com](mailto:h.roquet@gmail.com) - Membre du comité directeur de la Jeunesse socialiste bernoise et candidat JS au conseil national.

Maurane Riesen - 076 588 52 99 - [riesen.m@gmail.com](mailto:riesen.m@gmail.com) -Députée PSA au Grand Conseil bernois.